

RAPPORT DU COR

La solution d'un report progressif de l'âge légal s'impose

COMMUNIQUÉ DE PRESSE N° 25.06.18

Paris, 10 juin 2025

Contacts presse

Jean-Côme Delerue

01 47 63 31 31

06 77 64 40 78

jcdelerue@u2p-france.fr

Pauline Wicky

01 47 63 31 31

06 73 19 57 64

pwicky@u2p-france.fr

PAGE 1 SUR 1

L'U2P est l'une des trois grandes organisations patronales françaises. Elle représente 3,4 millions d'entreprises, soit les 2/3 des entreprises françaises et réunit 5 organisations qui représentent ces catégories d'entreprises : la CAPEB (bâtiment), la CGAD (alimentation et hôtellerie restauration), la CNAMS (fabrication et services), l'UNAPL (professions libérales), et la CNATP (travaux publics et paysage).

Le prochain rapport du Conseil d'orientation des retraites -COR-, révélé de manière anticipée dans la presse, confirme les raisons pour lesquelles l'U2P a quitté le conclave sur les retraites : **de toute évidence, une baisse de l'âge légal de départ à la retraite ne serait pas viable et plongerait le régime de l'assurance retraite dans des déficits abyssaux.**

Ramener l'âge légal à 63 ans comme l'envisage la CPME, voire à 62 ans comme le demandent plusieurs organisations syndicales de salariés est une erreur, un renoncement à redresser les déficits de notre pays.

Au contraire, la solution d'un report progressif de l'âge légal s'impose. Le rapport du COR, après celui de la Cour des comptes, vient le confirmer.

Cet alignement très progressif sur la pratique des autres pays européens est indispensable pour éviter de léguer une dette toujours plus importante aux générations futures. Il doit aussi permettre à ceux qui sont victimes d'une forme d'usure professionnelle de partir en retraite plus tôt. En outre, il est indispensable pour dégager les marges de manœuvre nécessaires en vue de réduire les disparités entre les femmes et les hommes face à la retraite.

Michel Picon ajoute : « *Il faut arrêter d'instrumentaliser à des fins politiques ce sujet des retraites. Les chiffres sont têtus et s'imposeront à tous ceux qui demain auront la responsabilité de gérer notre pays.* »